



Conseil économique et social

Distr. générale
14 février 2023
Français
Original : anglais

Session de 2023

25 juillet 2022-26 juillet 2023

Point 17 de l'ordre du jour

Organisations non gouvernementales

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2023

(New York, 23 janvier-1^{er} février et 13 février 2023)

Résumé

À sa session ordinaire de 2023, qui s'est tenue du 23 janvier au 1^{er} février et le 13 février 2023, le Comité chargé des organisations non gouvernementales était saisi de 560 demandes d'admission au statut consultatif, dont 321 demandes dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures. Il a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif à 214 organisations, a reporté l'examen de 296 demandes à la reprise de sa session de 2023, a clos, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 49 organisations qui n'avaient pas répondu au moins deux jours ouvrables (48 heures) avant le début de la session aux questions qui leur avaient été posées, et a pris acte de la demande de 1 organisation de retirer sa demande d'admission au statut consultatif. Il a examiné 10 demandes de changement de nom et en a pris acte. Il était également saisi de 655 rapports quadriennaux et a pris note de 543 d'entre eux. Le Comité a entendu les représentants de 7 organisations non gouvernementales qui assistaient à la session.

Le présent rapport contient deux projets de décision sur lesquels le Conseil économique et social est invité à se prononcer.

Aux termes du projet de décision I, le Conseil déciderait :

- a) D'accorder le statut consultatif à 214 organisations non gouvernementales ;
- b) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom de 10 organisations non gouvernementales ;
- c) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux de 543 organisations non gouvernementales, dont des rapports nouveaux ou déjà présentés ;



d) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par 49 organisations non gouvernementales qui n'ont pas répondu au moins deux jours ouvrables (48 heures) avant le début de la session aux questions qui leur avaient été posées ;

e) De noter que le Comité a décidé de prendre acte de la demande d'une organisation non gouvernementale de retirer sa demande d'admission au statut consultatif.

Aux termes du projet de décision II, le Conseil prendrait note du présent rapport.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention .	4
Projets de décision soumis au Conseil pour adoption.	4
Projet de décision I	
Demandes d'admission au statut consultatif et de changement de nom et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales	4
Projet de décision II	
Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2023	27
II. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales.	27
A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures	28
B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement	37
III. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	44
A. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté	44
B. Nouveaux rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	44
IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat	48
V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil	49
VI. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres	50
VII. Organisation de la session	51
A. Ouverture et durée de la session	51
B. Participation	56
C. Élection du Bureau	56
D. Ordre du jour	56
VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2023	57

I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

Projets de décision soumis au Conseil pour adoption

1. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décision ci-après :

Projet de décision I

Demandes d'admission au statut consultatif et de changement de nom et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social décide :

a) D'accorder le statut consultatif aux 214 organisations non gouvernementales ci-après :

Statut consultatif spécial

Action pour le développement communautaire

Action protection mère et enfant pour le développement (APMED)

Action Sri Lanka

Africa Child Foundation Mission of Tanzania

African Women's Health Project International

Agence Suisse pour le développement et les droits de l'homme (ASDH)

Akahatá – Equipo de Trabajo en Sexualidad y Géneros Asociación Civil

Al Tawasul Wa Al Ekah Human Organization

Al-Basher Foundation for Development

Al-Eshraq Foundation for Development

Algilani Foundation

Aliança Nacional LGBTI

Anabia Charitable Organization (ACO)

Archconfraternity of Papal Knights

Asia Pacific Transgender Network

Asociación Mensajeros de la Paz

Asociación para la Promoción y Protección de los Derechos Humanos Xumek

Asociația Geyc

Associação pela Saúde Emocional de Crianças

Associació Stop Violències

Association caritative étudiante pour la jeunesse

Association de défense et de promotion des droits de l'homme (ADEAGE)

Association de lutte pour le respect des droits humains

Association Droit et talents de femmes

Association for Life of Africa – Liberia
Association Green Crescent (Croissant Vert-Mali) de Sikasso
Association Jeunesse, insertion, solidarité (AJIS)
Association Lutte contre la violence faite aux femmes
Association pour la diffusion des droits de l’homme dans l’université de Lyon
Association pour la protection de la biodiversité et adoption des gestes marqueurs
Association pour la solidarité internationale
Association pour le droit de l’homme et le développement durable (Colombes)
Associazione Internazionale Tutela e Diritti (AITD)
Autonomous Non-Profit Organization Research Center « Minority Report »
Bachehaye Asemane Kamran Rehabilitation Institute
BBB Korea
Beijing E-share Civil Society Information Center
Bel Canto International Society
Bring Hope Humanitarian Foundation
Canadian Women for Women in Afghanistan, Inc.
Carelle Moukemaha-Niang
Centre for International Maritime Affairs, Ghana
Centre for International Promotion Fund
Centro de Direitos Econômicos e Sociais (CDES)
Centro di Iniziativa Antiproibizionista
China Foundation for Cultural Heritage Conservation
Chrix Farms Nigeria
Committee for Justice
Coordinadora por los Derechos de la Infancia y la Adolescencia
Corazon Latino, Inc.
Corporación Sisma Mujer
Corporate Counsel Women of Color, Inc.
Council of Canadians with Disabilities
De Regenboog Groep
Determined Youths Against Poverty, Incorporation
Disability:IN
Disaster Resilience Network Ghana
Dr. M. Chandrasekhar International Foundation
Dromi Women Empowerment Initiative
Dynamic Paragon Ladies Foundation

Eduactive Società Cooperativa
Education for Social Justice Foundation (ESJF)
Éducation prénatale – Information
Eiropas demokrātijas attīstības centrs
Emberi Méltóság Központ
Étudiants pour une société durable Paris
Eurazijos žalos mažinimo asociacija
Fagrådet – Rusfeltets hovedorganisasjon
Fame Foundation for Girls and Women Empowerment
Federación Indígena Empresarial y Comunidades Locales de México
Federación Mujeres Jóvenes
File Hills Qu'Appelle Tribal Council Inc.
Fondation Secours humanitaire
Fonds ICONEM pour la protection du patrimoine menacé
Forum for Development and Human Rights Dialogue
Foyer d'enfant + femme
Framework Convention on Global Health Alliance
Fundación Derechos & Justicia Asociados
Fundación Gonzalo (Gonchi) Rodríguez
Fundación Mexicana Rene Mey, Asociación Civil
Fundación para el Cuidado, Atención de la Salud e Integración Social para Discapacitados (CASID)
Garden of Rebirth Ltd.
Generation Human Rights, Inc.
Giving Matters Foundation
Global Action for Trans* Equality, Inc.
Global Choices.org
Global Initiative for Children's Surgery
Global Initiative for Food Security and Ecosystem Preservation
Global Surgery Amsterdam
Gramin Vikas Vigyan Samiti
Groupement agropastoral pour le développement de Yongoro
Grs Universe Social Welfare Trust
Guild of Adjudicators in Nigeria
Gwangju Young Men's Christian Association
Hadhramout Foundation – Human Development
Harm Reduction Australia, Limited

Hope behind Bars Africa Initiative
Human Access for Partnership and Development (Human Access)
Human Rights and Forest Brain Africa (HURIFBA)
Humanitarian Aid International
Igniting Hope for the Less Privileged Initiative
Inclusion Canada
Incorporated Association BYSONanummaul
India Youth for Society
Initiative for Social Development Organization
Insamlingsstiftelsen 2022 Initiative Foundation
Institute for Humanitarian Studies and Social Development, Ltd./Gte.
Institute for Integrated Rural Development
Institution of Occupational Safety and Health
Instituto Brasileiro de Direitos Humanos
International Federation of Accountants
International Foundation for African Children
International Institute for Promotion and Development of Dynamic Peace Ideas
International Organization for Human Right Development and Environment
International Road Victims' Partnership Company, Limited by Guarantee
International Student Surgical Network
International Visitors Utah Council
InterPride
Jan Lok Kalyan Parishad
Kahrizak Charity Institute for the Disabled & Elderly
Keen and Care Initiative, Ltd./Gte.
Korea Women's Hot-Line
Le Conseil international pour les droits de l'homme
Le conseil universel des droits de l'homme
Legal Rights Council for Awareness of Law
Life Maker Meeting Place Organization USA
Mabade'a Society for Human Rights
Manitoba Keewatinowi Okimakanak, Inc.
Mediterranean Youth Foundation for Development (MYF)
Migrant Clinicians Network, Inc.
Mitraniketan
Mongolian Remote Sensing Society

Mumbai Smiles Foundation
Nagrik Foundation
National Solar Energy Federation of India
Nerds Rule, Inc.
New Sunshine Charity Foundation
New York University
Northeastern University
OM Vishwa Guru Deep Hindu Mandir Mahaprabhuji a Világmindenség Guruja Hindu
Vallási Közösség és Szellemi Iskola
Option2world Initiative against Drug Abuse
Organization for Immigrants Peace and Federal Development
Organization of World Leaders, Inc. (OWL)
Palestinian Association of Medical Radiation Technologists (PAMRT)
Parlamento Internacional para los Derechos Humanos (PIDH)
Patriotic Citizen Initiatives
Pertubuhan Kebajikan Erth Ul Mustafa Johor Bahru
Pioneers of Goodness International Organization
Policy Studies Organization
Populous Education Foundation
Prashanthi Balamandira Trust
Pro Rural
Public Association « Peace through Spirituality »
Rapha House International, Inc.
Research-Aid Networks
Réseau de formation et de recherche sur les migrations africaines (REFORMAF)
Rick Hansen Foundation
RightsTech Women
Rock of Ages Empowerment Foundation
Roots of Peace
Royal College of Obstetricians and Gynaecologists
Royal Medico Technical Society, Navi Mumbai
Samara Center for Youth Employment, Socialization and Cultural Development
Autonomous Non-Profit Organization « Garmoniya »
Sambhav Foundation
Sasakawa Health Foundation
Scandinavian Human Rights Lawyers
Science and Technology Diplomatic Hub Association (SciTech DiploHub Assoc.)

Secours islamique France
Sergius Oseasochie Ogun Foundation
Shamar Educational Foundation
Sintrata
SOL Agronomies, Limited
Solidarité numérique dans le domaine de l'éducation et de la santé Castres
Somali Aid & Humanitarian Organization (SAAHO)
Sozialhelden, eV
Stichting Deltares
Street Business School
Supportive Homeland Association for Development (SHAD)
Sustainable Cassava Farmers and Processing Development Association of Nigeria
Sustainable Ocean Alliance, Inc.
Tamil-style
The Aspen Institute, Inc.
The Fundamental and Other Rights Organization of Sri Lanka
The Inclusivity Project, Inc.
The Vegan-Organic Network
Tsao Foundation
Ukrainian Think Tanks Liaison Office in Brussels
Umu-Okpu Ngwa Association USA and Diaspora, Inc. (UONAUSAAD)
Unione degli Atei e degli Agnostici Razionalisti (UAAR)
United for Human Rights
Verein Euro Mea
VIDEA, a BC-based International Development Education Association
Vishwa Manavadhikar Parishad
Vista Organisation for Education and Social Development in Africa
Water4Chad, Inc.
Wathiqun Foundation for Development
We Are All Human Foundation
WealthyGen, Inc.
Women and Men in Environment and Artificial Intelligence (WOMENVAI)
Women Education and Afghanistan Rehabilitation Organization (WEARO)
Women in Nuclear Canada, Inc.
Women's Organisation for Dev. & Empowerment of Communities
Women's Refugee Commission, Inc.

Women's Rehabilitation Centre
World Cultural Arts Organization
World Humanitarian Drive
World Intangible Cultural Heritage Protection and Development Foundation, Inc.
World Youth Summit, NPC
Y30
Y4D Foundation
Yemeni Observatory for Human Rights
Youth Love Egypt Foundation
Zamzam Foundation
Zhongguo renkou fuli jijinhui

b) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom des 10 organisations non gouvernementales suivantes :

Brazzaville Foundation for Peace and Conservation (statut consultatif spécial, 2018) en The Brazzaville Foundation

Caucasian Feminist Initiative (statut consultatif spécial, 2005) en Caucasian Feminist Institute

Collegiate Congress (statut consultatif spécial, 2021) en World Youth Group, Inc.

Forum 21 Institute (statut consultatif spécial, 2021) en International Council on Environmental Economics and Development Union

International Federation of the Blue Cross (statut consultatif spécial, 2016) en International Blue Cross

International Planned Parenthood Federation (western hemisphere region) (statut consultatif spécial, 2003) en Fòs Feminista

Marie Stopes International (statut consultatif spécial, 2001) en MSI Reproductive Choices, Ltd.

Match International Centre (statut consultatif spécial, 1996) en Equality Fund/Fonds Égalité

Mouvement national des jeunes patriotes du Mali (statut consultatif spécial, 2015) en Réseau africain pour le développement, la gouvernance et les droits humains (RADHEG)

Northern Ireland Women's European Platform (statut consultatif spécial, 1999) en Women's Platform, Limited

c) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux des 543 organisations non gouvernementales ci-après¹ :

1M1B Foundation

21st Century Community Empowerment for Youth and Women Initiative

AAINA

Action for Development (Suisse)

¹ Les rapports concernent la période 2018-2021, sauf indication contraire.

Africa Centre for Citizens Orientation
Africa Network for Animal Welfare (ANAW)
African Centre for Advocacy and Human Development
African Centre for the Constructive Resolution of Disputes Education Trust
African Cultural Promotions, Inc.
African Heritage Foundation Nigeria
African Hope Committee, Inc.
African Services Committee, Inc.
African Views Organization, a NJ Nonprofit Corporation
African Youth Movement
African Youths Initiative on Crime Prevention
Afro-European Medical and Research Network
Agence d'aide à la coopération technique et au développement
Agencia Latinoamericana de Información
AIM Education & Research Society
Ain o Salish Kendra – Law and Mediation Centre
Akshar Foundation
Al Mezan Center for Human Rights
Al-Anwar Al Najafia Foundation for Culture and Development
Al-Khoei Foundation
Alliance Defending Freedom
All-Russian Public Organization « Russian Public Institute of Electoral Law »
All-Russian Society of Disabled People
Alut – The Israeli Society for Autistic Children
Aman against Discrimination
Amazon Conservation Team
American Psychiatric Association
American Society of Criminology
American Society of Safety Engineers
Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain
Amity Foundation
ANO Organization – Vector of Friendship
Antioch Christian Centre
Anti-Slavery International
Aravind Foundation
Asian Institute of Transport Development

Asian Legal Resource Centre
Asociación Cubana de Producción Animal
Asociación de Pedagogos de Cuba
Asociación Española para el Derecho Internacional de los Derechos Humanos (AEDIDH)
Asociación Nacional de Estudiantes de Ingenierías Industrial, Administrativa y de Producción
Asociația Obsteasca Promo-LEX
Asociația Pakiv România
ASPAM Foundation
Assembly of First Nations – National Indian Brotherhood
Associação Brasileira Interdisciplinar de AIDS
Associação de Mulheres Contra a Violencia
Association Alkhayr pour le développement en Mauritanie
Association for Aid and Relief, Japan (AAR)
Association for Defending Victims of Terrorism
Association of Medical Doctors of Asia
Association of Presbyterian Women of Aotearoa (New Zealand)
Association on Sustainable Development and Investment Climate Improvement, Uniting Investors and Creditors « World Organization for Development »
Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII
Associazione Nazionale Produttori Armi e Munizioni Sportive e Civili (ANPAM)
AWWA, Ltd.
Badil Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights
Baha'i International Community
Bahjat Al-Baqir Charity Foundation
Bangladesh NGOs Network for Radio and Communication
Baptist World Alliance
Barbra Schlifer Commemorative Clinic
Batey Relief Alliance
BC Aboriginal Network on Disability Society
Beyond Beijing Committee
Biofutura, Asociación Civil
Black Alliance for Just Immigration
Board of Certified Safety Professionals
Brahma Kumaris World Spiritual University
British Columbia Council for International Cooperation

Buddhist Tzu Chi Foundation
Bufete de Estudios Interdisciplinarios, AC
Bundesarbeitsgemeinschaft der Senioren-Organisationen
Cameroon Association for the Defence of the Victims of Accident
Canadian Federation of University Women
Canadian Research Institute for the Advancement of Women
Caring & Living as Neighbours, Incorporated (CLAN)
Caritas in Veritate International USA
Casa Generalizia della Società del Sacro Cuore
Catholic Organization for Relief and Development Aid
Catholics for Choice
Caucasus Environmental NGO Network
Cell of Alternative Youth Activities
Center for China & Globalization, Limited
Center for Constitutional Rights, Inc.
Center for Global Nonkilling
Center for Human Rights Studies of Mofid University
Center for Policy Studies
Center for Women and Development
Center of Political Analysis and Information Security
Centre for Gender Justice and Women Empowerment
Centre for Public Health
Centre pour les droits civils et politiques
Centro de Culturas Indígenas del Perú (CHIRAPAQ)
Centro de Promoción y Defensa de los Derechos Sexuales y Reproductivos
C-Fam, Inc.
Child Care Consortium
Childhood Cancer International
Children of the Caribbean, Inc.
China Association for International Science and Technology Cooperation
China Disabled Persons' Federation
China Education Association for International Exchange
China International Council for the Promotion of Multinational Corporations
China Society for Human Rights Studies (CSHRS)
China Water Engineering Association
Chinese People's Association for Peace and Disarmament

Church World Service
City2000 Youth Action International
Comité national d'action pour les droits de l'enfant et de la femme
Commonwealth Association of Surveying and Land Economy
Commonwealth Human Ecology Council
Commonwealth Medical Trust
Community Agenda for Peace, Ltd./Gte.
Community Development Volunteers for Technical Assistance
Community Restoration Initiative Project
Conectas Direitos Humanos
Conference of Non-Governmental Organizations in Consultative Relationship with
the United Nations
Consejo de Iglesias de Cuba
Consortium for Sustainable Urbanization, Inc.
Cooperation and Participation in Overseas NGOs
Coordinating Committee for International Voluntary Service
Cordoba Peace Institute – Geneva
Corporación Equipo Colombiano Interdisciplinario de Trabajo Forense y Asistencia
Psicosocial
Criminologists Without Borders
Culture and Development East Africa
Curia Generalizia Agostiniana
Damanhur Education
Danske Handicaporganisationer
Daughters of Virtue and Empowerment Initiative
Dayemi Complex Bangladesh
Delta Sigma Theta Sorority
Dharma Drum Mountain Buddhist Association
DiploFoundation
Domestic and Foreign Missionary Society of the Protestant Episcopal Church in the
United States of America
Dominican Leadership Conference
Dominicans for Justice and Peace – Order of Preachers
Donne in Rete contro la Violenza, ONLUS
Down Syndrome International
Drug Free America Foundation
Earth Push, Ltd./Gte.

Eastern Sudan Women Development Organization
East-West Management Institute
Eco-Accord – Center for Environment and Sustainable Development
Edfu Foundation, Inc.
Educate a Child in Africa
Educational Foundation for African Women
Educators without Borders
Egyptian Organization for Human Rights
EKTA
End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of Children for Sexual Purposes, Inc.
Environmental Justice Foundation Charitable Trust
EquallyAble Foundation
Ertegha Keyfiat Zendegi Iranian Charitable Institute
Escuela Cultura de Paz
Ethiopia Africa Black International Congress Church of Salvation
Euro Atlantic Diplomacy Society Association
EUROMIL
European Organisation for Rare Diseases (EURORDIS)
European Region of the International Lesbian and Gay Federation
European Union of Women
Ewiiapaayp Band of Kumeyaay Indians
Excellent World Foundation, Ltd./Gte.
FN Forbundet
Faithful Covenant Foundation
Families of Victims of Involuntary Disappearance (FIND)
Family Africa
Family Development and Samaritan Foundation, Inc.
Family Health Association of Iran
Family Research Council
Farasooye Taaly Institute
Federación de Mujeres y Familias de Ámbito Rural
Fédération européenne de la manutention
Fédération européenne des femmes actives en famille
Federation of National Representations of the Experiment in International Living
Federation of Women Lawyers in Kenya
Flora Tristan Peruvian Women's Center

Fondation CIOMAL de l'Ordre de Malte (Campagne internationale de l'Ordre de Malte contre la lèpre)

Fondazione Cassa di Risparmio di Torino

Free World Foundation (FWF)

Freedom Now (2015-2018)

Freehearts Africa Reach Out Foundation

Friends of Angola

Friends World Committee for Consultation

Fahrzeugsystemdaten, GmbH (FSD)

Fundación Contemporánea

Fundación Descúbreme

Fundación Migrantes y Refugiados sin Fronteras

Fundación Multitudes

Fundación ONCE para la Cooperación e Inclusión de Personas con Discapacidad

Fundación para Estudio Investigación de la Mujer

Fundación Pro Humanae Vitae

Fundación Teletón México

Future Hope International

GAHT-US Corporation

General Forum of the Arabic and African Non-Governmental Organizations

Generation Initiative for Women and Youth Network

Giving Life Nature Volunteer

Global Alert for Defence of Youth and the Less Privileged

Global Alliance against Traffic in Women

Global Campaign for Education

Global Dairy Platform, Inc.

Global Dialogue Foundation Australia, Limited

Global Empowerment Movement Corporation

Global Forum for Media Development

Global Housing Foundation (GHF)

Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights

Global Network of Sex Work Projects, Limited

Global Utmaning

Goodness and Mercy Missions Common Initiative Group

Grassroots Organisations Operating Together in Sisterhood

Green Planet

Greenpeace International

Groots Kenya Association
Grupo de Mujeres de la Argentina – Foro de VIH, Mujeres y Familia
Guerrand Hermès Foundation for Peace
Guild of Service
Hamkkehaneun Sarangbat Corporation
Hamraah Foundation
Hape Development & Welfare Association
Hardwired, Incorporated
HaritaDhara Research Development and Education Foundation
Hawa Society for Women
Hellenic Association of Political Scientists
High Security Newplate, Limited
Hiranmoy Das Gupta Foundation
Hope Ek ASHA
House of Jacobs International
Human Life International, Inc.
Humanitarian OpenStreetMap Team United States, Incorporated
Humanity First
Huqooq-ul-Ebad Development Foundation
IBON International Foundation, Inc.
Idheas, Litigio Estratégico en Derechos Humanos, Asociación Civil
IDPC Consortium
Ifendu for Women’s Development
Imam Ali’s Popular Students Relief Society
Imam Al-Sadr Foundation
Indonesian Child Welfare Foundation
Ingénieurs du monde
InnerCity Mission for Children
Insamlingsstiftelsen Kvinna till Kvinna
Institut international pour les droits et le développement
Institute for Advanced Sustainability Studies, eV (IASS)
Institute for Economics and Peace, Limited
Institute for Multicultural Counseling and Education Services, Inc.
Institute of Global Education
Instituto da Criança
Inter-European Parliamentary Forum on Population and Development

International Academy of Environmental Sanitation and Public Health
International Association for Human Values
International Association of Lions Clubs
International Association of Ports and Harbors
International Association of Y's Men's Clubs
International Cable Protection Committee, Limited
International Career Support Association
International Center for Research on Women
International Center of the Roerichs
International Centre for Environmental Education and Community Development
International Civil Society Centre: Convening Capacity-Building Research, gGmbH
International Coastal and Ocean Organization
International Commission on Irrigation and Drainage
International Committee For Peace and Reconciliation
International Confucian Association
International Cooperative Alliance
International Federation of Settlements and Neighbourhood Centres
International First Aid Society
International Food and Beverage Alliance (IFBA)
International Fund for Animal Welfare
International Higher Education Academy of Sciences
International Institute for Non-Aligned Studies
International Investment Center
International MotherBaby Childbirth Organization, Inc.
International Network for Sustainable Energy
International Organization of Supreme Audit Institutions
International Partnership for Human Rights
International PEN
International Prison Chaplains' Association
International Psychoanalytical Association Trust
International Public Organization « Sovereign Knightly Order of Christ the Savior »
International Relations Students' Association of McGill University
International Society for Augmentative and Alternative Communication
International Society of Doctors for the Environment
International Union of Psychological Science
International Women's Forum, Inc.

International Women's Peace Group Corporation
International Women's Year Liaison Group
International Youth Aid Council
Internationale Romani Union (IRU)
Internet Society
Interregional Public Charitable Organization of Assistance to Persons with Disabilities « Sail of Hope »
Intersos Humanitarian Aid Organization
Inwelle Study and Resource Centre
IPAS
Iran Human Rights Documentation Center
Iranian Association for United Nations Studies
Italian Association for Women in Development
Iuventum, eV
Jameh Ehyagaran Teb Sonnati Va Salamat Iranian
Japanese Association of International Women's Rights (JAIWR)
JMJ Children's Fund of Canada
John D and Catherine T MacArthur Foundation
Jssor Youth Organization
Kedner Stiven Foundation, Inc.
Keystone Human Services International
Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture
Khubaib Foundation
Kids First Fund
Kitakyushu Forum on Asian Women (KFAW)
Korea Center for United Nations Human Rights Policy
Korea Differently Abled Federation
Korea International Volunteer Organization (KVO)
Korea LOHAS Association
Korea NGO Council for Overseas Development Cooperation
Kulturverein – IDEA Society
Kuwait Society for Human Rights
Labour, Health and Human Rights Development Centre
LatCrit
LatinoJustice PRLDEF
Leadership Watch
League of European Research Universities (LERU)

Lebanese American Renaissance Partnership, Inc.
Leonard Cheshire Disability
LGBT Denmark – The National Organization for Gay Men, Lesbians, Bisexuals and Transgendered People
Liberians United to Expose Hidden Weapons
Lotus World
Maharat Foundation
Majlis Kanser Nasional
Malteser International, eV
Management Sciences for Health, Inc.
Mar Adentro de México, AC
Martin und Gerda Essl Sozialpreis gemeinnützige Privatstiftung
Maryknoll Fathers and Brothers
Maryknoll Sisters of St. Dominic, Inc.
Media Foundation for West Africa
Medical Aid for Palestinians (MAP)
Medico International
Mednarodni Inštitut za Bližnjevzhodne in Balkanske Študije
Mennonite Central Committee
Mental Disability Rights International
Migrant Forum in Asia, Inc. (MFA)
Mines Advisory Group
Mobility International USA
More Trust
Mother's Pride and Development Initiative
Movimento Italiano Casalinghe
Movimiento Manuela Ramos
Mujer para la Mujer, AC
Murna Foundation
Muslims for Progressive Values
Nation Builders Organisation
National Association of Vocational Education of China
National Rural Support Programme
Native American Rights Fund
Nazra for Feminist Studies
Neighbour Organization Nepal (NEO-Nepal)
Netherlands Centre for Indigenous Peoples (NCIV)

New South Wales Council for Civil Liberties
Nigerian Association of Commercial Commuters
NIGH World
Nobel Laureate Mother Teresa Charitable Trust
North Indian Educational Trust
Ohaha Family Foundation
ONG Kala Genève International
Operation Hope, Inc.
Operation Smile, Inc.
Operation Underground Railroad, Inc.
Ordem dos Advogados do Brasil Conselho Federal
Organisation européenne des radioamateurs (EURAO)
Organisation internationale pour les pays les moins avancés (OIPMA)
Organization for Defending Victims of Violence
Organizzazione Internazionale Protezione Animali (OIPA)
Österreichischer Bundesverband – Österreichische Lebens – und Rettungs-Gesellschaft
Otro Tiempo México, Asociación Civil
OutRight Action International
Oxfam International
Pace University
Pacific Women’s Watch (New Zealand)
Pak Women
Pakistan Institute of Legislative Development and Transparency (PILDAT)
Pakistan Youth Organization
Parliamentarians for Global Action
Pars Non-Trading Development Activists Co.
Participatory Rural Development Society (PRDS)
Paryavaran Mitra, Thaltej Ahmedabad
PathFinders Justice Initiative, Inc.
Patiala Foundation
Patriotic Vision
Peace Boat
Perkins School for the Blind
Personhood Education
Pew Environment Group
Physicians for Social Responsibility

Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants
Prahar
Pramacare
Presbyterian Church (USA)
Presbyterian Women in the Presbyterian Church (USA), Inc.
Professional Evaluation & Certification Board (PECB) – Educational & Welfare Society
Proslavi Oporavak
Public-Private Alliance Foundation
Queensland Advocacy, Incorporated
Raad Rehabilitation Goodwill Complex
Radha Soami Sat Sang Beas
Rambhau Mhalgi Prabodhini
Reach Out NGO (REO)
Reachout and Smile Initiative for Social Empowerment
Real Women of Canada
Recreation Vehicle Industry Association, Inc.
Red Dot Foundation
RefugePoint, Inc.
Rehabilitation International
Rehabilitation International – Arab Region
Relieve
Research and Development Centre, Nepal
Réseau océan mondial
Reyada for Capacity Building Studies & Consultations
Right Livelihood Award Foundation
Rissho Kosei-kai
Rooftops Canada
Rozan
Samaj Kalyan O. Unnayan Shagstha (SKUS)
Samuel DeWitt Proctor Conference
Save Cambodia
Save the Climat
School Sisters of Notre Dame
SDSN Association, Inc.
Secure World Foundation
Self-Help Association for Rural People through Education and Entrepreneurship

Semilla Warunkwa
Sewa Development Trust Sindh
Shalva – The Israel Association for Care and Inclusion of Persons with Disabilities, RA
Shola Mese Foundation
Shorab Ali Dewan Cultural Society
Sierra Leone Campus Civitan International
Sigma Gamma Rho Sorority, Inc
Singapore Anti-Narcotics Association
Singapore Children’s Society
Singapore Council of Women’s Organisations
Sisters of Mercy of the Americas
Social Development & Management Society
Sociedade Filantrópica Maria de Nazaré
Sociedade Maranhense de Direitos Humanos
Society for Nutrition Education and Behavior
Soroor Mehr Andishan Rastin Institute
Soroptimist International of the South West Pacific
Soulforce, Inc.
Sovereign Military Order of the Temple of Jerusalem (OSMTH)
SpellAfrica Initiative
Standing Voice
Stichting Chinese Initiative on International Law
Stichting Forest Peoples Programme
Stichting Global Forest Coalition
Structural Analysis of Cultural Systems
Sunny Trust
Support Women Initiatives to Transform Children
Sylvia Earle Alliance
Synergy Care Development Initiative
Teresian Association
Terra Renaissance
The Arab Council for Supporting Fair Trial
The Athena Fund – Laptop Computer for Each Teacher
The Bahrain Young Ladies Association
The Cherie Blair Foundation for Women
The Children’s Project, Inc.

The Chittagong Hill Tracts Foundation, Inc. (CHT Foundation)
The Entrepreneurship Development Foundation for Women and Youth
The Environmental Law Institute
The Foundation for AIDS Research
The Girls' Brigade International Council
The Global Alliance for TB Drug Development, Inc.
The Grail
The International Automotive Lighting and Light Signalling Expert Group
The Korean Council for the Women Drafted for Military Sexual Slavery by Japan
The National Association of Familial Security
The PsySiP Project
The Rainforest Fund, Inc.
The Simons Foundation
The Task Force for Global Health, Inc.
The Vision for Teenagers Adolescents and Youths Wellbeing Initiative
To Love Children Educational Foundation International, Inc.
Together for Safer Roads, Inc.
Trust for Youth Child Leadership (TYCL)
Trybe, Limited
UCP Wheels for Humanity
Udayan Care
Uganda Youth Development Link
UNESCO Association of Guwahati
UNESCO Center for Peace
Unión de Escritores y Artistas de Cuba
Union internationale des transports publics
United Methodist Women
United Nations Association of Australia, Incorporated
United Nations of Youth Network – Nigeria
United Network of Young Peacebuilders (UNOY Peacebuilders)
Universal Esperanto Association
Universal Peace Federation
University College Dublin
Verein zur Förderung der Völkerverständigung
Vikalp
Vital Voices Global Partnership

Voice of Animal – Nepal
Washington Office on Latin America
Waterkeeper Alliance, Inc.
We Yone Child Foundation Sierra Leone
Welfare
Wespak Welfare Trust (WWT)
West Africa Network for Peacebuilding
Wildlife Conservation Society
Women and Law in Southern Africa Research and Educational Trust
Women Empowerment and Human Resource Development Centre of India
Women Graduates – USA, Inc.
Women Power Connect
Women United for Economic Empowerment
Women@theTable
Women’s International Peace Centre
WomenNC – NC Committee for CSW/CEDAW
Women’s Right to Education Programme
Women’s Welfare Centre
Word of Life International, Inc.
World Federalist Movement
World for World Organization
World Future Council Foundation
World Information Transfer
World Jewellery Confederation (CIBJO)
World Leisure Organization, Inc.
World Organization of the Scout Movement
World ORT Union
World Protection for Dogs and Cats in the Meat Trade
World Shelter Organisation
Yayasan Wafaa Indonesia Gemilang
Yemen Family Care Association
Young Adult Institute, Inc.
Young Global Leadership Foundation, Inc.
Young Women’s Christian Association of Australia
Youth Empowerment Alliance, Inc.
Youth Foundation of Bangladesh

Youth Reformation and Awareness Centre
Zanjireh Omid International Charity Institute
Zomi Innkuan USA, Inc.

d) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 49 organisations non gouvernementales ci-après, qui n'ont pas répondu au moins deux jours ouvrables (48 heures) avant le début de la session aux questions posées par les membres du Comité :

Advocates Association for Social Responsibility and Awareness

Adyan Association

American Sociological Association

Asociación Enraizados en Cristo y en la Sociedad

Association for Academic Quality (AFAQ)

Associazione European Federation for Freedom of Belief

Assyrian Aid Society of America Inc.

Assyrian Documentation Centre

Autonomous Non-Profit Organization of Promotion of the Development of International Relations in the Framework of the BRICS Group « International Alliance of BRICS Strategic Projects »

Charity Organization – International Charity Foundation « Global Ukraine »

Chinese Culture Promotion Society

Cilvēktiesību Līgu Starptautiskās Federācijas Latvijas Cilvēktiesību komiteja

Copernicus Berlin, eV

Crime and Corruption Control Association

Dhyana Peetha Charitable Trust

Fiji Women's Rights Movement

Fond Podderzhki Tekhnologicheskogo Predprinimatelstva Dalnevostochnogo Federalnogo Universiteta/FEFU Technology Entrepreneurship Fund

Global Organization of People of Indian Origin, Inc. (GOPIO)

Habilian Association

Help in Need

Helping Hand for Relief and Development, Inc.

India Tommorrow

Life Bliss of New Zealand Charitable Trust

Mahila Va Apang Bal Vikas Sanstha

Mentor Amiable Professional Society

National Disability & Development Forum (NDF)

Nithanandeshwara Hindu Temple, Charlotte

Nithya Annamandir Trust

Nithya Gnanadhan Trust
 Nithyananda Anna Mandir
 Nithyananda Dhyanapeetam
 Nithyananda Dhyanapeetam of Columbus
 Nithyananda Dhyanapeetam of Houston
 Nithyananda Dhyanapeetam of Phoenix
 Nithyananda Dhyanapeetam of San Jose
 Nithyananda Dhyanapeetam of Seattle
 Nithyananda Dhyanapeetam of St. Louis
 Nithyananda Dhyanapeetam Temple & Cultural Center
 Nithyananda Meditation Academy
 Nithyananda Meditation Academy UK
 Nithyananda Sangha Australia, Inc.
 Persatuan Penganut Nithyananda Sangha Malaysia
 Somali Green Crescent Society
 The Minderoo Foundation, Pty. Ltd.
 Türkiye Diyanet Vakfı
 War Child
 Women Islamic Lawyers' Forum
 World Culture Forum
 Youth for Human Rights International

e) De noter que le Comité a décidé de prendre acte de la demande de l'organisation non gouvernementale ForNGO – NGO Legal Research and Service Center, Shanghai de retirer sa demande d'admission au statut consultatif.

Projet de décision II

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2023

Le Conseil économique et social prend note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2023.

II. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales

2. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », de sa 3^e à sa 8^e séance, du 24 au 26 janvier, et à ses 12^e et 13^e séances, les 30 et 31 janvier, ainsi que le point 3 b), intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement », à ses 2^e et 3^e séances, les 23 et 24 janvier, et à sa 11^e séance, le 30 janvier. Il était saisi des documents suivants :

a) Liste des documents contenant les demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil reçues d'organisations non gouvernementales dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions tenues entre 2012 et 2022 (E/C.2/2023/CRP.1) ;

b) Mémoires du Secrétaire général relatifs aux nouvelles demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2023/R.2 et E/C.2/2023/R.2/Add.1-19).

A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures

3. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », de sa 3^e à sa 8^e séance, du 24 au 26 janvier, et à ses 12^e et 13^e séances, les 30 et 31 janvier. Il a examiné 321 demandes d'admission au statut consultatif dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures.

Demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

4. Le Comité a recommandé au Conseil d'accorder le statut consultatif aux 56 organisations ci-après [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Statut consultatif spécial

Akahatá – Equipo de Trabajo en Sexualidad y Géneros Asociación Civil

Aliança Nacional LGBTI

Asia Pacific Transgender Network

Asociația Geyc

Association Green Crescent (Croissant Vert-Mali) de Sikasso

Autonomous Non-Profit Organization Research Center « Minority Report »

Committee for Justice

Corporate Counsel Women of Color, Inc.

De Regenboog Groep

Disability:IN

Dr. M. Chandrasekhar International Foundation

Eduactive Società Cooperativa

Education for Social Justice Foundation (ESJF)

Eiropas demokrātijas attīstības centrs

Emberi Méltóság Központ

Eurazijos žalos mažinimo asociacija

Forum for Development and Human Rights Dialogue

Global Action for Trans* Equality, Inc.

Global Choices.org

Gramin Vikas Vigyan Samiti
Grs Universe Social Welfare Trust
Harm Reduction Australia, Limited
Humanitarian Aid International
India Youth for Society
Institute for Integrated Rural Development
InterPride
Jan Lok Kalyan Parishad
Life Maker Meeting Place Organization USA
Mediterranean Youth Foundation for Development (MYF)
Migrant Clinicians Network, Inc.
Mitraniketan
Mumbai Smiles Foundation
Nagrik Foundation
National Solar Energy Federation of India
New York University
Northeastern University
Parlamento Internacional para los Derechos Humanos (PIDH)
Policy Studies Organization
Populous Education Foundation
Prashanthi Balamandira Trust
Pro Rural
Rick Hansen Foundation
Samara Center for Youth Employment, Socialization and Cultural Development
Autonomous Non-Profit Organization « Garmoniya »
Secours islamique France
Stichting Deltares
Supportive Homeland Association for Development (SHAD)
The Aspen Institute, Inc.
Ukrainian Think Tanks Liaison Office in Brussels
Unione degli Atei e degli Agnostici Razionalisti (UAAR)
United for Human Rights
Verein Euro Mea
Vishwa Manavadhikar Parishad
Wathiqun Foundation for Development
Women's Refugee Commission, Inc.
Y4D Foundation

Demandes dont l'examen a été reporté

5. Le Comité a décidé de reporter à nouveau l'examen des demandes d'admission des 215 organisations ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à sa session ordinaire de 2023 :

Action League for Palestinians of Syria, Ltd.
All India Council of Human Rights, Liberties & Social Justice
All Survivors Project Foundation
Allianz für Demokratie in Laos, eV (ADL)
Alma Mater Studiorum – Università di Bologna
ALQST Human Rights
American Center for International Labor Solidarity
American Medical Women's Association, Inc.
Angkatan Belia Islam Malaysia (ABIM)
Arab Media Union
Arab Organization for Arabization and Communication
Arabian Rights Watch Association
Arci Culture Solidali, APS (ARCS)
Armenian Women for Health and Healthy Environment, NGO
Asian Federation against Involuntary Disappearances (AFAD), Inc.
Asociación Civil Grupo SURES
Asociatia Romanian Women's Lobby
Associação Nacional de Juristas Evangélicos (ANAJURE)
Association Achbal Maroc culturelle et artistique
Association de l'Alliance nationale des Chourafa Naciryiene et leurs cousins, chargés des affaires de la Zaouia Naciria
Association de la femme saharienne pour le développement intégré
Association des Marocains victimes d'expulsion arbitraire de l'Algérie
Association for Social Solidarity and Empowerment Training Trust (ASSET)
Association of Lawyers of Russia
Association of Non-for-Profit Organizations to Facilitate the Drug Prevention and Socially Dangerous Behaviour « National Anti-Drug Union »
Association Tous pour l'intégration des migrants au Maroc
Associazione Luca Coscioni per la Libertà di Ricerca Scientifica
Associazione Nazionale Volontarie Telefono Rosa – Centro di Orientamento per i Diritti della Donna, ONLUS
Autonomous Non-Profit Organization Humanitarian Programs Organization « Russian Humanitarian Mission »
Avaaz Foundation

Baghbaan
Beijing People's Association for Friendship with Foreign Countries
Belarusian Fund of Peace
Bonyad Jahadi Mehr Alreza Utility
CARE Scandinavia – Citizens against Radicalism & Extremism
Ceasefire Centre for Civilian Rights
Center for Military Human Rights Korea (CMHRK)
Centre for Participatory Democracy
Centre Idriss El Fakhouri des études et de recherches en sciences juridiques Oujda
Chanan Development Association
Child Nurture and Relief Kashmir
Christian Solidarity International (CSI)
Comité de vigilance pour la démocratie en Tunisie
Common Good Foundation, Inc.
Congrès mondial Amazigh (CMA)
Cooperazione Internazionale Sud Cooperation
Coppieters Foundation
Dalit Solidarity, Inc.
Database Center for North Korean Human Rights (NKDB)
Den Norske Helsingforskomité
Dialogue & Development Forum
Diplomatic Mission Peace and Prosperity
Direct Focus Community Aid
Dr. A. P. J. Abdul Kalam International Foundation
Environmental and Societal Development Foundation
Ethiopian Genocide Committee 1935-1941, Inc.
Euro-Mediterranean Human Rights Monitor
Euro-Mediterranean Human Rights Network
European Foundation for South Asian Studies
European Interreligious Forum for Religious Freedom (EIFRF)
European Network of Migrant Women
European Network on Cultural Management and Policy
Fn-sambandet i Norge
Fondazioni « Yesilay »
Fondation Youya pour promouvoir l'excellence en la jeunesse africaine
Fondazione Circolo Fratelli Rosselli

Forum of European Muslim Youth and Student Organisations
Foundation for a Drug-Free World
Fundació Josep Irla
Fundación Ciudadanía y Desarrollo
Fundación Venezolana por el Derecho a la Vivienda
Fundacja Otwarty Dialog
Gazze Destek Association
General Union of Arab Experts
Girija Prasad Koirala Foundation for Democracy Peace and Development
Global Alumni Alliance
Global Citizen Forum
Global Detention Project
Global Energy Interconnection Development and Cooperation Organization
Global Village Forum Chakwal c/o Shaheen Degree College Chappar Bazar
Chakwal
Green Camel Bell
Gulf International Center for Legal Business Solutions
Hellenic Institute of Cultural Diplomacy, Non-Profit Civil Association
Hokok Coalición Internacional contra la Impunidad
Human Environmental Association for Development (HEAD)
Human Rights Activists
Human Rights Initiative
Human Rights Protection Group and MFP Federation
Human Rights Protection Organization
IFEX
Ilankai Tamil Sangam, Inc.
Imam Khomeini Relief Foundation
Incentive Care Foundation
Instance démocratique pour la citoyenneté et les droits de l'homme
Institute of Peace and Diplomatic Studies (IPD)
International Action Network for Gender Equity and Law
International Anti Terrorism Movement
International Association for the Development of the Abaza-Abkhaz Ethnos
« Alashara »
International Center for the Study, Prevention and Treatment of Multigenerational
Trauma, Inc.
International Civil Society Action Network, Inc.

International Coordinating Council on Trans-Eurasian Transportation (CCTT)
International Funders for Indigenous Peoples, Inc.
International Human Right Organization
International Human Rights Commission/Commission internationale des droits de l'homme/Mezinárodní komise pro lidská práva – nadační fond (IHRC – nadační fond)
International Organization for Cooperation in Evaluation
International Society of Criminology
International Young Catholic Students
International Youth Federation
Intl. WeLoveU Foundation
Kandılarla Dayanışma Vakfı
Karim Khan Afridi Welfare Foundation
Khmers Kampuchea-Krom Federation
Kvinnors Nätverk
L'institut européen de droit international et les relations internationales (IEDI)/The European Institute for International Law and International Relations (EIL)
L'union marocaine des conseils et associations de la société civile
Labdaros ir paramos fondas « Nevyriausybių organizacijų informacijos ir paramos centras »
Lahore Educational and Welfare Society
Life Bliss Foundation (Singapore)
Life Bliss Foundation, Inc.
Luftbrücke Irak, eV
Magistrats européens pour la démocratie et les libertés (MEDEL)
Mam Humanitarian Foundation (MHF)
Merciful Souls, RA/Al-Qolub Al-Rahima, R/A
Mnemonic Non-Profit Entrepreneurial Company with Limited Liability
Muslim Hands
Mwatana Organization for Human Rights
National Committee on BRICS Research
National Federation of Business and Professional Women's Clubs of Japan
Nations Global Consulting, LLC
Nithyananda Dhyanapectam of Oklahoma City, Inc.
Nithyananda Dhyanapectam TCD Trust
Nithyananda Foundation
Nithyanandeshwar Devasthanam Trust
Nobel Women's Initiative

Non-Governmental Organization « Association of Wives and Mothers of Soldiers Participating In Ato »

NOVACT

Now Action & Unity for Human Rights (NAUH)

NTC – Hands off Cain

Òmnum Cultural

ONG L'ange gardien

Organisation Tamaynut

Organization of Female Conscience Renewal

Österreichischer Rat Für Nachhaltige Entwicklung – Österreichischer Nachhaltigkeitsrat für soziale, ökologische und ökonomische Angelegenheiten

OxYGen Foundation for Protection of Women and Youth Rights

Pak Special Persons Welfare Society

Pakistan Press Foundation

Palestinian Association for Human Rights – Witness

Panhellenic Union of Cappadocian Associations

PAY-W Clinic

Peace Justice Humanity and Relief Foundation

Peace without Limits International Organization, Inc. (PWL)

PeaceCorea

Photographers without Borders

Pouya Institute for Communications and Social Development

Public Association « Regional Consumer Protection Society » (PA « Regional Consumer Protection Society »)

Pusat Komax, Sdn. Bhd.

Rescue: Freedom International

Robert Bosch Stiftung Gesellschaft mit beschränkter Haftung

Salam for Democracy and Human Rights

SAM pour les droits et les libertés

Sheikh Abdullah Al Nouri Charity Society

Shenzhen Foundation for International Exchange and Cooperation

SJAC

SKT Welfare

Solidariteit/Solidarity

Solidarity for Peace and Reunification of Korea

SosyalBen Vakfi

Su Politikaları Derneği

Syria Relief
Syrian Legal Development Programme
Syrian Youth Council
Tai Studies Center
Tamdeen Youth Foundation
Terre des femmes/Menschenrechte fuer die Frau, eV
The Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation
The Bar Human Rights Committee
The Center for Bioethics and Culture
The Center for Justice and Accountability
The Conflict and Environment Observatory
The Foundation for the Defense of Democracies
The Friendship League of Culture and Sport
The Global Energy Association on Development of International Research and Projects in the Field of Energy
The Global Initiative against Transnational Organized Crime
The Gulmit Educational and Social Welfare Society, Hunza Gilgit
The Humanitarian Forum
The International Center for Supporting Rights and Freedoms
The International Institute on Race, Equality and Human Rights
The National Democratic Institute for International Affairs (NDI)
The New Woman Foundation
The ONE Campaign
The Voice Society
Tom Lantos Foundation for Human Rights and Justice
Transitional Justice Working Group
Transnational Anti-Organized Crime Intelligence Group, Inc. (TAOC-IG)
Turkish Marine Research Foundation (TÜDAV)
Türkiye Gençlik Vakfı (TÜGVA)
Uluslararası Mülteci Hakları Derneği
Uluslararası Öğrenci Dernekleri Federasyonu
Uluslararası Yardımlaşma ve Kalkındırma Derneği
United Global Organization of Development (UGOOD)
Urgent Action Fund for Women's Human Rights
US Council of Muslim Organizations
Uyghur Human Rights Project
Vithu Trust Fund

Welfare Association Jared
West Papua Interest Association
WeYouth
Working Women Welfare Trust
World Historic and Cultural Canal Cities Cooperation Organization
Yadam Institute of Research
Youth for Human Rights Pakistan
YS Makhdoomi Memorial Educational Trust
Zam Zam Foundation

6. À la 8^e séance, le 26 janvier, l'observateur de l'Indonésie a rappelé que le Comité avait examiné les demandes des organisations Nationaal Papoea Vereniging '95/West Nieuw Guinea et West Papua Interest Association et avait décidé de recommander que le statut consultatif soit accordé à ces organisations, à sa 4^e séance, le 24 janvier. Il a mentionné une note verbale datée du 25 janvier qui avait été précédemment distribuée au Comité et dans laquelle sa délégation avait exprimé des réserves sur les demandes des deux organisations. Il a affirmé que les demandes de ces organisations contenaient des informations indiquant leur intention de mener des activités qui porteraient atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale d'un État Membre en violation de la Charte des Nations Unies, et demandé au Comité de reconsidérer ses recommandations et de réexaminer ces demandes.

7. Le représentant de l'Inde a noté que le Comité ne révisait pas ses recommandations après qu'elles avaient été actées par la présidence. Néanmoins, il a jugé souhaitable que le Comité réexamine les deux demandes, à titre exceptionnel et sans créer de précédent, en raison de la gravité des préoccupations exprimées par l'observateur de l'Indonésie et exposées dans la note verbale.

8. Le représentant de la Chine a souligné que la participation des organisations non gouvernementales aux activités de l'ONU devait être conforme à la Charte des Nations Unies et à la résolution 1996/31 du Conseil, et s'est rangé à l'avis du représentant de l'Inde. Les représentants de l'Algérie, du Bahreïn, de Cuba, de l'Érythrée, du Nicaragua et du Pakistan se sont également dits favorables à la proposition visant à ce que le Comité réexamine les demandes des deux organisations à titre exceptionnel, compte tenu de la gravité des préoccupations soulevées par l'observateur de l'Indonésie.

9. La représentante des États-Unis d'Amérique a exprimé les préoccupations de sa délégation quant à un manque de cohérence et à l'établissement d'un nouveau précédent dans les pratiques du Comité. La représentante du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a également exprimé les préoccupations de sa délégation en ce qui concernait l'établissement d'un nouveau précédent dans les pratiques du Comité.

10. Le Comité a décidé de réexaminer les demandes des deux organisations, à titre exceptionnel, en vertu de l'article 57 du Règlement intérieur du Conseil.

Demandes dont l'examen a été clos, sans préjudice de nouvelles demandes

11. À sa 8^e séance, le 26 janvier, le Comité a décidé de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 49 organisations non gouvernementales qui n'avaient pas répondu au moins deux jours ouvrables

(48 heures) avant le début de la session aux questions qu'il leur avait posées [voir chap. I, projet de décision I, al. d)].

Demande d'une organisation non gouvernementale de retirer sa demande d'admission au statut consultatif

12. À sa 4^e séance, le 24 janvier, le Comité a décidé de prendre acte de la demande d'une organisation non gouvernementale de retirer sa demande d'admission au statut consultatif [voir chap. I, projet de décision I, al. e)].

B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement

13. Le Comité a examiné le point 3 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement », à ses 2^e et 3^e séances, les 23 et 24 janvier, et à sa 11^e séance, le 30 janvier. Au total, il a examiné 239 demandes d'admission au statut consultatif.

Nouvelles demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

14. Le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif aux 158 organisations ci-après, parmi les 239 qui avaient présenté de nouvelles demandes [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Statut consultatif spécial

Action pour le développement communautaire

Action protection mère et enfant pour le développement (APMED)

Action Sri Lanka

Africa Child Foundation Mission of Tanzania

African Women's Health Project International

Agence Suisse pour le développement et les droits de l'homme (ASDH)

Al-Basher Foundation for Development

Al-Eshraq Foundation for Development

Al Tawasul Wa Al Ekah Human Organization

Algilani Foundation

Anabia Charitable Organization (ACO)

Archconfraternity of Papal Knights

Asociación Mensajeros de la Paz

Asociación para la Promoción y Protección de los Derechos Humanos Xumek

Associação pela Saúde Emocional de Crianças

Associació Stop Violències

Association caritative étudiante pour la jeunesse

Association de défense et de promotion des droits de l'homme (ADEAGE)

Association de lutte pour le respect des droits humains

Association Droit et talents de femmes

Association for Life of Africa – Liberia
Association Jeunesse, insertion, solidarité (AJIS)
Association Lutte contre la violence faite aux femmes
Association pour la diffusion des droits de l’homme dans l’université de Lyon
Association pour la protection de la biodiversité et adoption des gestes marqueurs
Association pour la solidarité internationale
Association pour le droit de l’homme et le développement durable (Colombes)
Associazione Internazionale Tutela e Diritti (AITD)
Bachehaye Asemane Kamran Rehabilitation Institute
BBB Korea
Beijing E-share Civil Society Information Center
Bel Canto International Society
Bring Hope Humanitarian Foundation
Canadian Women for Women in Afghanistan, Inc.
Carelle Moukemaha-Niang
Centre for International Maritime Affairs, Ghana
Centre for International Promotion Fund
Centro de Direitos Econômicos e Sociais (CDES)
Centro di Iniziativa Antiproibizionista
China Foundation for Cultural Heritage Conservation
Chrix Farms Nigeria
Coordinadora por los Derechos de la Infancia y la Adolescencia
Corazon Latino, Inc.
Corporación Sisma Mujer
Council of Canadians with Disabilities
Determined Youths Against Poverty, Incorporation
Disaster Resilience Network Ghana
Dromi Women Empowerment Initiative
Dynamic Paragon Ladies Foundation
Éducation prénatale – information
Étudiants pour une société durable Paris
Fagrådet – Rusfeltets hovedorganisasjon
Fame Foundation for Girls and Women Empowerment
Federación Indígena Empresarial y Comunidades Locales de México
Federación Mujeres Jóvenes
File Hills Qu’Appelle Tribal Council, Inc.

Fondation Secours humanitaire
Fonds ICONEM pour la protection du patrimoine menacé
Foyer d'enfant + femme
Framework Convention on Global Health Alliance
Fundación Derechos & Justicia Asociados
Fundación Gonzalo (Gonchi) Rodríguez
Fundación Mexicana Rene Mey, Asociación Civil
Fundación para el Cuidado, Atención de la Salud e Integración Social para Discapacitados (CASID)
Garden of Rebirth, Ltd.
Generation Human Rights, Inc.
Giving Matters Foundation
Global Initiative for Children's Surgery
Global Initiative for Food Security and Ecosystem Preservation
Global Surgery Amsterdam
Groupement agropastoral pour le développement de Yongoro
Guild of Adjudicators in Nigeria
Gwangju Young Men's Christian Association
Hadhramout Foundation – Human Development
Hope behind Bars Africa Initiative
Human Access for Partnership and Development (Human Access)
Human Rights and Forest Brain Africa (HURIFBA)
Igniting Hope for the Less Privileged Initiative
Inclusion Canada
Incorporated Association BYSONanummaul
Initiative for Social Development Organization
Insamlingsstiftelsen 2022 Initiative Foundation
Institute for Humanitarian Studies and Social Development, Ltd./Gte.
Institution of Occupational Safety and Health
Instituto Brasileiro de Direitos Humanos
International Federation of Accountants
International Foundation for African Children
International Institute for Promotion and Development of Dynamic Peace Ideas
International Organization for Human Right Development and Environment
International Road Victims' Partnership Company, Limited by Guarantee
International Student Surgical Network
International Visitors Utah Council

Kahrizak Charity Institute for the Disabled & Elderly
Keen and Care Initiative, Ltd./Gte.
Korea Women's Hot-Line
Le Conseil international pour les droits de l'homme
Le conseil universel des droits de l'homme
Legal Rights Council for Awareness of Law
Mabade'a Society for Human Rights
Manitoba Keewatinowi Okimakanak, Inc.
Mongolian Remote Sensing Society
Nerds Rule, Inc.
New Sunshine Charity Foundation
OM Vishwa Guru Deep Hindu Mandir Mahaprabhuji a Világmindenség Guruja
Hindu Vallási Közösség és Szellemi Iskola
Option2world Initiative against Drug Abuse
Organization for Immigrants Peace and Federal Development
Organization of World Leaders, Inc. (OWL)
Palestinian Association of Medical Radiation Technologists (PAMRT)
Patriotic Citizen Initiatives
Pertubuhan Kebajikan Erth Ul Mustafa Johor Bahru
Pioneers of Goodness International Organization
Public Association « Peace through Spirituality »
Rapha House International, Inc.
Research-Aid Networks
Réseau de formation et de recherche sur les migrations africaines (REFORMAF)
RightsTech Women
Rock of Ages Empowerment Foundation
Roots of Peace
Royal College of Obstetricians and Gynaecologists
Royal Medico Technical Society, Navi Mumbai
Sambhav Foundation
Sasakawa Health Foundation
Scandinavian Human Rights Lawyers
Science and Technology Diplomatic Hub Association (SciTech DiploHub Assoc.)
Sergius Oseasochie Ogun Foundation
Shamar Educational Foundation
Sintrata
SOL Agronomies, Limited

Solidarité numérique dans le domaine de l'éducation et de la santé Castres
 Somali Aid & Humanitarian Organization (SAAHO)
 Sozialhelden, eV
 Street Business School
 Sustainable Cassava Farmers and Processing Development Association of Nigeria
 Sustainable Ocean Alliance, Inc.
 Tamil-style
 The Fundamental and Other Rights Organization of Sri Lanka
 The Inclusivity Project, Inc.
 The Vegan-Organic Network
 Tsao Foundation
 Umu-Okpu Ngwa Association USA and Diaspora, Inc. (UONAUSAAD)
 VIDEA, a BC-based International Development Education Association
 Vista Organisation for Education and Social Development in Africa
 Water4Chad, Inc.
 We Are All Human Foundation
 WealthyGen, Inc.
 Women Education and Afghanistan Rehabilitation Organization (WEARO)
 Women in Nuclear Canada, Inc.
 Women's Organisation for Dev. & Empowerment of Communities
 Women and Men in Environment and Artificial Intelligence (WOMENVAI)
 World Cultural Arts Organization
 World Humanitarian Drive
 World Intangible Cultural Heritage Protection and Development Foundation, Inc.
 World Youth Summit, NPC
 Y30
 Yemeni Observatory for Human Rights
 Zamzam Foundation
 Zhongguo renkou fuli jijinhui

Nouvelles demandes dont l'examen a été reporté

15. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 81 organisations ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à sa session ordinaire de 2023 :

Accountability Lab, Inc.
 Africa Faith and Justice Network
 Alliance to End Plastic Waste, Inc.
 Al-Quds University

Al-Rafidain Center for Dialogue
Amitofo Care Center International
Asociación Psicoanalítica de Madrid
Asociația Obștească Centrul de dezvoltare și susținere a inițiativelor cetățenilor
« Resonance »
Association d'aide aux migrants (ADAM)
Association des juristes spécialisés en droits étrangers
Association Femmes solidaires (AFS)
Association of Civilians and Organizations for Corporate Learning Development
« MAKO »
Association of Operators for Waste and Animal By-Products Disposal Installations
Association of Women for Awareness & Motivation (AWAM)
Best Practices Policy Project, Inc.
Canadian Lutheran World Relief
CARE Egypt Foundation for Development
Center for Human Rights Defender Association
Centre for Research and Development
Centro Intercultural de Estudios de Desiertos y Océanos AC
China Group Companies Association
Coalition pour l'abolition de la prostitution (CAP)
Colegio Colombiano de Psicólogos
Council for Sustainable Peace and Development
Darülaceze Vakfı
Dünya Etnospor Konfederasyonu
EDUFUN Foundation Trust
Egyptian Federation for Development and Social Protection Policies
Ensaaf, Inc.
Feminist Legal Clinic, Inc.
Fondazione Pangea, ONLUS
Foundation of the National Council of YMCAs of Korea
Free the Slaves
Geneva Call
Georgian Academy of Criminology Sciences
Hayrat Humanitarian Aid Association
Humanity Diaspo
International Cultural Diversity Organization
International Youth Alliance for Family Planning

Islamic Relief Committee
Keshava Kripa Samvardhana Samiti
Khalsa Aid International
Kite Oxford
Leaders club de développement des compétences de la vie
Legal Aid Society
LES Musulmans (LM)
Mamanet Mothers' Cachibol League in Kfar Saba – for the Community, Registered Association
MENA Rights Group
Moscow Helsinki Group
Nationaal Papoea Vereniging '95/West Nieuw Guinea
National Forum for Human Rights (Yemen)
Nature Labs
Nithyanandeshwara Paramashiva Hindu Tempel
Œuvre d'Orient
Öz Gıda Sanayi ve Yardımcı İşçileri Sendikası
Pakistan Association of Private Medical and Dental Institutions (PAMI)
Protection International
Rainbow Volunteer Club
Red Latinoamericana y del Caribe de Personas Trans (RedLacTrans)
Roosevelt House Public Policy Institute
Samajik Yuva Sangthan Sansthan
Southern Poverty Law Center, Inc.
Sri Sharada Institute of Indian Management Research Foundation
Stella Maris Institute of Development Studies
Stichting InterNations Exchange
Stichting Mideast Youth
Stichting Volunteer Activists
Stichting White Helmets Foundation
Students for Global Democracy Uganda
Suomalaiset kehitysjärjestöt, ry/Finnish Development NGOs – Fingo ry
Taraqee Foundation
The Global Imams Council
The Global Initiative – Verein gegen transnationale organisierte Kriminalität
The Trustees of Global Peace Mission Trust Foundation
The VII Foundation, Inc.

Time to Help UK
TMG Research, gGmbH
Water, Environment and Sanitation Society (WESS)
Yeshua Fellowship
Youth Parli of Pakistan (YPP)
Youth4Nature Foundation

III. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

A. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté

16. À sa 10^e séance, le 27 janvier, le Comité a examiné le point 4 a) de son ordre du jour, intitulé « Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et dont l'examen a été reporté ». Il était saisi d'un mémorandum du Secrétaire général qui contenait la liste des 95 rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil et portant sur les activités menées pendant la période 2005-2020 (E/C.2/2023/CRP.2), dont l'examen avait été reporté lors de sessions antérieures.

17. Le Comité a pris note d'un rapport quadriennal [voir chap. I, projet de décision I, al. c)] et décidé de reporter à nouveau l'examen des rapports des organisations ci-après :

Academic Council on the United Nations System (2016-2019)
Access Now (2016-2019)
Advocates for Human Rights (2016-2019)
Alliance internationale pour la défense des droits et des libertés (2017-2020)
Amnesty International (2008-2011)
Amnesty International (2012-2015)
Amnesty International (2016-2019)
Armenian Assembly of America (2007-2010)
Armenian Assembly of America (2011-2014)
Armenian Assembly of America (2015-2018)
Asian Forum for Human Rights and Development (2012-2015)
Association internationale des droits de l'homme (2014-2017)
AUA Americas Chapter, Inc. (2017-2020)
Avocats sans frontières (2016-2019)
Catholics for Choice (2010-2013)
Centrist Democratic International (2006-2009)

Centrist Democratic International (2010-2013)
Centrist Democratic International (2014-2017)
Christian Solidarity Worldwide (2017-2020)
CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation (2016-2019)
Committee to Protect Journalists, Inc. (2016-2019)
Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience (2016-2019)
Ecumenical Federation of Constantinopolitans (2016-2019)
Egyptian Organization for Human Rights (2010-2013)
Egyptian Organization for Human Rights (2014-2017)
Elizka Relief Foundation (2015-2018)
Federation of Western Thrace Turks in Europe (2014-2017)
Femmes solidaires (2016-2019)
France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2011-2014)
France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2015-2018)
Freedom House (2007-2010)
Freedom House (2011-2014)
Freedom House (2015-2018)
FreeMuslim Association, Inc. (2016-2019)
Front Line: The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders (2016-2019)
Fundación Pro Humanae Vitae (2014-2017)
Global Environmental Action (GEA) (2009-2012)
Godwin Osung International Foundation, Inc. (The African Project) (2015-2018)
Greek Council for Refugees (2017-2020)
Helsinki Foundation for Human Rights (2015-2018)
Henry Dunant Centre for Humanitarian Dialogue (2014-2017)
Human Rights First (2015-2018)
Human Rights House Foundation (2011-2014)
Human Rights House Foundation (2015-2018)
Human Rights Now (2016-2019)
Human Rights Watch (2009-2012)
Human Rights Watch (2013-2016)
Human Rights Watch (2017-2020)
Inter-American Press Association (2013-2016)
International Association for Religious Freedom (2011-2014)
International Association for Religious Freedom (2015-2018)

International Association of Democratic Lawyers (IADL) (2017-2020)
International Bar Association (2015-2018)
International Federation for Human Rights Leagues (2016-2019)
International Federation of Journalists (2005-2008)
International Federation of Journalists (2013-2016)
International PEN (2006-2009)
International PEN (2014-2017)
International Press Institute (2017-2020)
International Religious Liberty Association (2015-2018)
International Service for Human Rights (2011-2014)
International Service for Human Rights (2015-2018)
International Union of Socialist Youth (2005-2008)
International Union of Socialist Youth (2017-2020)
Islamic Relief USA (2016-2019)
Jesuit Refugee Service (JRS) (2014-2017)
Lawyers for Lawyers (2017-2020)
Liberal International (2015-2018)
Local Governments for Sustainability (2014-2017)
Minority Rights Group (2016-2019)
Natural Justice (2014-2017)
Omega Research Foundation, Limited (2017-2020)
Open Society Institute (2013-2016)
Open Society Institute (2017-2020)
Organization Earth (2017-2020)
Pathfinder International (2011-2014)
People for Successful Corean Reunification (2016-2019)
Prince Sultan Bin Abdulaziz International Prize for Water (2013-2016)
Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights (2009-2012)
Simon Wiesenthal Center (2011-2014)
Society for Threatened Peoples (2013-2016)
Society for Threatened Peoples (2017-2020)
Thalassaemia International Federation, Limited (2017-2020)
The Law Society (2014-2017)
The RINJ Foundation (2017-2020)
The Smile of the Child (2016-2019)
Therapy Center for Dependent Individuals (KETHEA) (2017-2020)

Union internationale des avocats/International Union of Lawyers (2015-2018)
 Unitarian Universalist Service Committee (2009-2012)
 United Nations Watch (2014-2017)
 UPR Info (2016-2019)
 World Council of Arameans (Syriacs) (2007-2010)
 Young Women's Christian Association (2013-2016)
 Young Women's Christian Association of Australia (2014-2017)

B. Nouveaux rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

18. À sa 9^e séance, le 27 janvier, le Comité a examiné le point 4 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouveaux rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ». Il était saisi de notes du Secrétaire général contenant 560 nouveaux rapports quadriennaux (E/C.2/2023/CRP.5 à CRP.42). Il a pris acte de 542 d'entre eux [voir chap. I, projet de décision I, al. c)] et décidé de reporter l'examen des rapports des 18 organisations suivantes² :

Amman Center for Human Rights Studies
 Asia Pacific Forum on Women, Law and Development
 Eşit Haklar İçin İzleme Derneği
 Families of the Missing
 Federation of Western Thrace Turks in Europe
 Global Voices
 Human Resource Development Foundation
 Il Cenacolo
 International Blue Crescent Relief and Development Foundation
 International Eurasia Press Fund
 International Justice Resource Center, Inc.
 Konrad-Adenauer-Stiftung, eV (KAS)
 Korea Freedom Federation
 National Assembly of Youth Organizations of the Republic of Azerbaijan (NAYORA)
 The World Justice Project
 Türkiye Kadın Girişimciler Derneği
 United Nations Watch
 US Committee for Human Rights in North Korea

² Tous les nouveaux rapports quadriennaux dont l'examen a été reporté concernent la période 2018-2021.

IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat

19. À sa 1^{re} séance, le 23 janvier, le Comité a examiné conjointement le point 5 de l'ordre du jour, intitulé « Renforcement du Service des organisations non gouvernementales » ; le point 6, intitulé « Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil » ; et le point 8, intitulé « Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG ». Il a également entendu un rapport oral présenté par le Secrétariat.

20. La Directrice du Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et de la coordination au service du développement durable du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat a rappelé le fait que la coopération s'imposait de part et d'autre des frontières mais aussi à l'échelle de la société dans son ensemble pour faire face aux défis auxquels le monde est confronté aujourd'hui et les engagements pris en vue de « rendre l'Organisation des Nations Unies plus inclusive et de collaborer avec toutes les parties concernées, y compris les organisations non gouvernementales », ainsi qu'il est souligné et énoncé dans la déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/1 de l'Assemblée générale). À cet égard, elle a relevé le rôle important que jouait le Comité, grâce à ses travaux visant à donner à l'ONU les moyens de relever les défis mondiaux. Elle a souligné l'importante contribution que les organisations non gouvernementales apportaient aux travaux de l'ONU, notamment en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement durable, grâce à leur action auprès des plus pauvres et des plus vulnérables, au plaidoyer en faveur du changement, à la promotion des droits de l'homme et à l'apport d'idées novatrices.

21. La Directrice s'est félicitée du deuxième cycle de consultations avec les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, organisées par le Comité le 13 décembre 2022, et a fait observer que les organisations avaient formulé des recommandations précieuses sur la possibilité de renforcer davantage leur collaboration avec l'ONU. Elle a informé le Comité que le Secrétariat étudiait les moyens de donner suite à ces recommandations et qu'il avait organisé des séances d'information pour informer les organisations non gouvernementales des modalités de leur participation aux prochains événements organisés par le Conseil et d'autres organes. Elle a encouragé le Comité à s'appuyer sur le succès des consultations pour améliorer encore l'accès des organisations non gouvernementales aux travaux de l'ONU, comme le prévoit la Charte des Nations Unies.

22. La Directrice a communiqué au Comité des informations actualisées sur les efforts faits par le Service des organisations non gouvernementales pour fournir un appui à ces organisations. Elle a souligné que le Service faisait face à de fortes contraintes en matière de ressources du fait de l'augmentation du nombre d'organisations dotées du statut consultatif ou présentant des demandes d'admission, et a demandé une nouvelle fois au Comité et aux États Membres d'aider le Service à obtenir les ressources dont il avait besoin pour mener à bien ses activités. Elle a en outre informé le Comité que le nouveau système informatique et de communications amélioré que le Secrétariat mettait au point pour remplacer les systèmes actuels, afin de lui permettre de fournir plus rapidement de meilleurs services au Comité et aux

organisations non gouvernementales, serait mis en place d'ici la fin du premier trimestre de 2023.

23. Le représentant de Cuba s'est félicité de l'information actualisée fournie par le Secrétariat concernant la mise au point du nouveau système informatique amélioré. Il a rappelé que sa délégation avait précédemment demandé au Secrétariat de dispenser une formation aux membres du Comité afin de les familiariser à l'utilisation de la nouvelle plateforme avant son lancement officiel.

V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil

24. Le Comité a examiné des questions liées à ses méthodes de travail à ses 11^e et 12^e séances, le 30 janvier, et à sa 15^e séance, le 1^{er} février.

25. À sa 11^e séance, le 30 janvier, la représentante du Pakistan a rappelé que le Comité avait décidé, à sa session ordinaire de 2022, que les réponses des organisations non gouvernementales à ses questions devraient lui être communiquées au moins deux jours ouvrables (48 heures) avant le début de chaque session afin de lui laisser le temps de les examiner et de les prendre en considération. Elle a demandé au Secrétariat des précisions concernant les réponses qui avaient été reçues des ONG au début du deuxième cycle d'examen des demandes d'admission au statut consultatif. Elle a déclaré que les membres du Comité n'avaient pas eu suffisamment de temps pour examiner les réponses qui avaient été téléchargées dans le système dématérialisé peu avant le début de la session. Elle a demandé au Secrétariat des éclaircissements concernant la procédure de traitement des réponses soumises par les organisations non gouvernementales aux questions posées par le Comité pendant la session.

26. Le Chef du Service des organisations non gouvernementales a informé le Comité que toutes les questions posées oralement par le Comité aux organisations étaient formulées par écrit et transmises par le Secrétariat auxdites organisations pendant la session du Comité. Il a expliqué qu'il y avait un décalage entre le moment où les réponses étaient reçues des organisations et celui où elles étaient téléchargées dans le système dématérialisé pour être examinées par le Comité. À cet égard, il a souligné que les questions du Comité étaient transmises aux organisations non gouvernementales par le biais du système de messagerie du Civil Society Network (CSO Net) que le Service utilisait pour communiquer avec ces organisations. Les réponses reçues des organisations par le biais du système de messagerie étaient ensuite téléchargées dans le système dématérialisé pour être examinées par le Comité.

27. Le Chef du Service a également précisé que le délai de deux jours ouvrables (48 heures) fixé par le Comité à sa session ordinaire de 2022 ne s'appliquait qu'aux réponses des organisations non gouvernementales qui avaient vu l'examen de leurs demandes reporté et qui n'avaient pas répondu aux questions posées par le Comité lors de ses sessions antérieures, après trois rappels, et non aux nouvelles ONG candidates qui avaient soumis leurs réponses aux questions posées par le Comité lors de la présente session. Il a rappelé que le Comité avait entamé des discussions en vue de fixer un délai de 24 heures pour l'examen des réponses reçues pendant les sessions du Comité, mais qu'il n'était pas parvenu à un consensus sur la question.

28. Le représentant de Cuba a rappelé que le Comité avait convenu de fixer un délai de 48 heures avant le début de la session, afin de lui donner suffisamment de temps

pour examiner les réponses à sa session ordinaire de 2022, mais qu'il n'était pas parvenu à un accord concernant le délai de 24 heures pour l'examen des demandes reçues pendant la session en raison de divergences d'opinion au sein du Comité. Il souscrivait à la déclaration du Pakistan selon laquelle le Comité avait besoin d'un délai supplémentaire pour analyser les réponses reçues d'organisations non gouvernementales au cours de la session avant le début du deuxième cycle d'examen des demandes, afin de pouvoir prendre des décisions en connaissance de cause. Il a indiqué que le Comité ne disposait pas d'une démarche claire pour traiter les réponses reçues des organisations auxquelles d'autres questions avaient été posées après le deuxième cycle d'examen.

29. Le représentant du Pakistan a déclaré qu'il était injuste d'attendre du Comité qu'il examine les réponses reçues d'organisations non gouvernementales téléchargées par le Secrétariat sur la plateforme dématérialisée quelques minutes avant le début de la session et a demandé que le Comité aborde cette question lors de ses consultations informelles.

30. Le représentant de la Türkiye s'est fait l'écho des préoccupations exprimées par les représentants de Cuba et du Pakistan. Il a déclaré que le Comité devrait définir une procédure claire pour mener le deuxième cycle d'examen des demandes. Il a ajouté que le Secrétariat devrait veiller à ce que les questions posées par le Comité et les réponses reçues des organisations non gouvernementales soient transmises de manière transparente et en temps utile.

31. En réponse à une question du représentant de Cuba, le Chef du Service a précisé qu'à sa connaissance, il n'y avait pas de précédent dans la pratique du Comité permettant de procéder à un troisième cycle d'examen des demandes.

32. À sa 12^e séance, le Secrétariat a signalé que la demande d'une ONG qui avait répondu aux questions du Comité avait été négligée par inadvertance lors du deuxième cycle d'examen des demandes et que la Présidente de séance avait demandé au Comité de réexaminer cette demande. Les représentants de Cuba, de l'Érythrée, des États-Unis, du Pakistan, de la Türkiye et du Royaume-Uni ont demandé au Secrétariat des précisions sur la pratique du Comité dans de tels cas. Après les précisions données par le Secrétariat, le Comité a accepté d'examiner la réponse fournie par l'organisation, étant entendu qu'il s'agissait d'une mesure exceptionnelle visant à corriger une erreur technique et qu'elle ne créerait pas de précédent dans les travaux du Comité.

Questions diverses

33. À sa 10^e séance, le 27 janvier, au titre du point 6 c) de l'ordre du jour, intitulé « Questions diverses », le Comité a pris note du changement de nom de 10 organisations non gouvernementales [voir chap. I, projet de décision I b)].

VI. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres

34. Il n'y a pas eu de demande de rapport spécial.

VII. Organisation de la session

A. Ouverture et durée de la session

35. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a tenu sa session ordinaire de 2023 du 23 janvier au 1^{er} février et le 13 février. Il a tenu 15 séances.

36. La session a été ouverte par la Directrice du Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et de la coordination au service du développement durable.

37. À la 1^{re} séance du Comité, le 23 janvier, la Vice-Présidente du Comité a fait des observations liminaires. Elle a indiqué que le Comité jouait un rôle de passerelle importante permettant aux organisations non gouvernementales de participer et de contribuer à l'action de l'ONU en facilitant leur accès et leur participation aux travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires, ainsi qu'à de nombreuses réunions des Nations Unies, et en suivant leur association avec l'ONU par l'établissement de rapports quadriennaux. Elle s'est engagée à travailler avec le Comité pour mettre en œuvre son important mandat.

38. Le représentant du Royaume-Uni a souligné l'importance cruciale que revêtait la société civile pour les travaux de l'ONU. Il a indiqué que la société civile contribuait à enrichir la base d'informations de l'Organisation et à assurer les retombées de ses activités sur le terrain. Il a affirmé l'engagement de sa délégation à promouvoir la participation de la société civile aux activités de l'ONU et déploré les efforts faits par quelques États Membres pour étouffer la voix des organisations non gouvernementales. Il a déclaré que sa délégation s'emploierait à obtenir l'approbation de toutes les demandes de toutes les ONG légitimes et qu'elle examinerait les demandes en se fondant strictement sur les critères stipulés dans la résolution 1996/31, à savoir : a) l'existence active de l'organisation ; b) l'indépendance de l'organisation vis-à-vis du gouvernement ; c) la réalisation d'activités non nuisibles par l'organisation ; d) l'adhésion de l'organisation à la Charte des Nations Unies. Il a déploré la politisation accrue des reports d'examen des demandes au sein du Comité, qui s'inscrivait dans le cadre d'une tendance plus large à l'exercice de représailles contre les organisations qui collaboraient avec l'ONU. Il a encouragé tous les membres du Comité à appliquer une procédure d'examen équitable et objective et à éviter de bloquer les demandes des organisations pour des raisons politiques afin de favoriser une collaboration plus profonde de la société civile avec l'ONU et de réduire l'accumulation des demandes. Il a exprimé le soutien de sa délégation aux efforts visant à améliorer les méthodes de travail du Comité et a exhorté le Comité à soutenir l'engagement de l'ONU en faveur d'un multilatéralisme inclusif en favorisant l'instauration d'un espace sûr et accueillant pour la société civile.

39. Le représentant de l'Algérie a fait état de l'engagement de sa délégation à mettre en œuvre le mandat du Comité, conformément à la résolution 1996/31 et à la Charte. Il a affirmé que sa délégation était convaincue que la société civile jouait un rôle crucial pour ce qui est d'améliorer les travaux de l'ONU et de relever efficacement les défis mondiaux, y compris la réalisation des objectifs de développement durable. Il a déclaré que la démarche de sa délégation se fondait sur la Constitution et les lois de son pays, en vertu desquelles l'État a la responsabilité de faciliter la participation de la société civile à la conduite des affaires publiques. Il a cité en exemple la simplification des procédures de création d'associations et la création de l'Observatoire national de la société civile. Il a rappelé la déclaration issue de la trente et unième session du Conseil de la Ligue des États arabes tenue au sommet, que l'Algérie a accueillie en novembre 2022, dans laquelle les participants avaient souligné la nécessité de renforcer les relations entre les institutions arabes et les acteurs de la société civile. Il a relevé le forum organisé par l'Algérie en septembre

2022, dans le cadre des préparatifs de la conférence au sommet des pays arabes, avec la participation de militants de la société civile, d'influenceurs et de personnalités universitaires de haut niveau représentant 19 pays arabes, et qui visait à discuter du rôle de la société civile. Il a souligné combien il importait de promouvoir un équilibre géographique dans la représentation de la société civile des pays en développement dans les travaux de l'ONU et de veiller à ce que leur voix soit entendue afin de refléter la diversité de la société civile dans le monde. Il a réaffirmé l'engagement de sa délégation à renforcer le rôle de la société civile en tant que partenaire indispensable de l'ONU.

40. Le représentant de la Türkiye a souligné le rôle crucial joué par les organisations non gouvernementales en appui au processus de développement aux niveaux local, national, régional et mondial et a fait valoir que leur participation favorisait l'appropriation locale, l'engagement civique et la responsabilité. Il a déclaré que la coopération entre l'ONU et la société civile contribuait à la durabilité et à l'efficacité du travail de l'ONU et a noté le rôle crucial que jouait le Comité aux fins de cette coopération. Il a salué les contributions importantes qu'apportaient les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif aux travaux de l'ONU et indiqué que sa délégation appuyait l'octroi du statut consultatif conformément à l'esprit, aux buts et aux principes de la Charte et dans le cadre de la résolution 1996/31. Il a félicité le Comité des mesures qu'il avait prises pour améliorer la transparence et l'efficacité de ses travaux et régler les problèmes liés à ses méthodes de travail, et a exprimé l'espoir que ces efforts lui permettraient de s'acquitter efficacement de son mandat. Il a souligné que le Comité devrait s'efforcer de mettre en œuvre son mandat conformément à la résolution 1996/31, notamment en organisant des consultations avec les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil. Il a toutefois noté que la mise en œuvre des consultations ne devrait pas surcharger le Service ou avoir un effet négatif sur la fonction principale du Comité, à savoir l'examen des demandes d'admission au statut consultatif. Il a en outre souligné que les modalités des consultations étaient fondées sur les principes d'équité, de transparence et de justice. Il a mis en garde les membres du Comité contre toute action qui porterait atteinte à son rôle et à sa compétence et a souligné que l'examen des demandes devait se faire au cas par cas. À cet égard, il a déclaré que la pratique consistant à contourner la procédure d'examen habituelle du Comité en déposant des résolutions visant à accorder de manière sélective le statut consultatif à certaines organisations était contre-productive et contraire au mandat du Comité. Il a indiqué que, dans l'exemple le plus récent, la majorité des membres du Comité avait voté contre la recommandation du statut consultatif pour toutes les demandes qui avaient été mises aux voix et que certains membres du Comité avaient également critiqué la pratique consistant à contourner la procédure d'examen du Comité. Tout en reconnaissant le droit de chaque membre du Comité de mettre les demandes aux voix, il a indiqué que sa délégation s'opposait à la mise aux voix de demandes émanant de certaines organisations non gouvernementales de manière sélective sur la base de critères artificiels et a affirmé que cette pratique était préjudiciable aux autres ONG qui attendaient les décisions du Comité.

41. La représentante du Pakistan a exprimé le soutien de sa délégation aux travaux du Comité, conformément à la résolution 1996/31. Elle a déclaré que les organisations non gouvernementales apportaient des contributions importantes à toutes les sociétés et communautés et au monde en général et a affirmé que sa délégation appuyait leur collaboration constructive avec l'ONU.

42. Le représentant des États-Unis a affirmé l'engagement de sa délégation à promouvoir une participation véritable des organisations non gouvernementales aux travaux du système des Nations Unies, quelles que soient leurs convictions politiques. Il a souligné que le fait de fournir une plateforme pour la participation de diverses

organisations aux travaux du système des Nations Unies rendait l'institution et ses États Membres plus forts et plus à l'écoute de leurs mandats.

43. Le représentant a déploré le recours abusif à la « procédure d'approbation tacite » par certains membres du Comité et la politisation du Comité. Il a déclaré que sa délégation ne s'abstiendrait pas de prendre des mesures lorsque des organisations non gouvernementales légitimes étaient sanctionnées pour avoir cherché à demander des comptes aux gouvernements. À cet égard, il a rappelé qu'en décembre 2022, sa délégation et plusieurs partenaires avaient présenté au Conseil un groupe d'organisations, dont l'examen des demandes avait été longtemps reporté par le Comité pour des raisons politiques, et avaient demandé un vote. Ils avaient salué la décision prise ultérieurement par le Conseil d'accorder l'accréditation à ces organisations. L'intervenant a indiqué que les organisations approuvées représentaient un petit nombre des nombreuses organisations légitimes qui avaient vu l'examen de leurs demandes reporté par le Comité depuis de nombreuses années. Il a dit que sa délégation était préoccupée par le nombre croissant de demandes dont l'examen avait été reporté, en particulier celles d'organisations s'occupant de questions relatives aux droits de l'homme, aux groupes marginalisés et à la politique en matière de drogues. Il s'est félicité des consultations du Comité avec les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, organisées en 2022, et a déclaré que sa délégation continuerait à plaider pour que le Comité tienne des consultations régulières, comme prévu au titre de la résolution 1996/31.

44. Le représentant de la Géorgie a relevé le rôle important joué par les organisations non gouvernementales dans l'action de l'ONU depuis sa création et leur rôle crucial dans la mise en œuvre des décisions de l'ONU, dans la protection des droits de l'homme et dans la réalisation des objectifs de développement durable. Il a affirmé que sa délégation appuyait la participation active des organisations non gouvernementales aux activités au sein du système des Nations Unies, notant que leur action servait à faire respecter la Charte. Il a en outre souligné le rôle essentiel joué par la société civile dans la mise en œuvre des cadres convenus, notamment le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les objectifs de développement durable, l'Accord de Paris et les traités relatifs aux droits de l'homme. Il a affirmé la volonté de sa délégation, en tant que nouveau membre du Comité, de faciliter la participation des organisations non gouvernementales aux travaux de l'ONU et d'approfondir la coopération entre l'Organisation et la société civile.

45. Le représentant de la Chine a affirmé l'engagement de sa délégation en faveur du multilatéralisme et évoqué les contributions importantes des organisations non gouvernementales aux travaux de l'ONU. Il a déclaré que sa délégation défendait systématiquement les principes de professionnalisme et d'impartialité et qu'il était favorable à la participation des organisations non gouvernementales aux travaux de l'ONU de manière ordonnée, conformément à la résolution 1996/31.

46. Il a souligné que les membres du Comité devaient respecter les méthodes de travail et les procédures établies de celui-ci, conformément à la résolution 1996/31, afin de préserver son autorité. À cet égard, il a déclaré que les actes visant à perturber ou à renverser les décisions collectives du Comité sapient son autorité et témoignaient du non-respect des méthodes de travail de l'ONU. Il a en outre souligné que le Comité devait s'acquitter de son mandat de manière responsable. Dans ce contexte, a-t-il souligné, le Comité devrait examiner toutes les demandes pour s'assurer qu'elles étaient conformes aux dispositions pertinentes de la résolution et traiter toutes les organisations de la même manière, avec équité et impartialité. Il a dit que sa délégation s'opposait à l'utilisation des organisations non gouvernementales comme prétexte pour attaquer et discréditer d'autres membres et a déclaré que cela empêchait la participation effective de ces organisations aux travaux de l'ONU. Il a

en outre déclaré que le Comité devrait adhérer au principe de consultations approfondies et travailler dans un esprit de consensus sur toutes les questions, y compris l'examen et l'amélioration de ses méthodes et procédures de travail. À cet égard, il a souligné que toute réforme des méthodes de travail du Comité devrait être fondée sur un large consensus entre tous les membres, conformément au règlement intérieur du Conseil et aux procédures de travail établies de l'ONU. Il a félicité le Secrétariat d'avoir surmonté les problèmes liés à sa charge de travail accrue et à ses ressources limitées et d'avoir soutenu efficacement le Comité dans l'accomplissement de son mandat. Il a fait observer que plus de 6 000 organisations non gouvernementales étaient dotées du statut consultatif, ce qui démontrait l'efficacité du Comité et l'applicabilité de ses méthodes de travail. Il a réaffirmé l'engagement de sa délégation en faveur du respect de l'autorité du Comité, du rôle central joué par l'ONU et du multilatéralisme, ainsi que de la création de meilleures conditions pour la participation des organisations non gouvernementales aux travaux de l'ONU.

47. Le représentant du Zimbabwe a salué les efforts déployés par les États Membres pour créer un espace permettant la participation active des organisations non gouvernementales aux programmes et activités de l'ONU et a souligné qu'elles apportaient une contribution précieuse à la mise en œuvre des priorités de développement. Il a relevé l'augmentation du nombre d'organisations non gouvernementales qui demandaient l'admission au statut consultatif auprès du Conseil et a insisté sur le fait que le Comité avait la responsabilité de faciliter leur participation conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU régissant cette participation. Il a réaffirmé que sa délégation était disposée à collaborer avec tous les membres pour exécuter le mandat du Comité par la coopération et la compréhension mutuelle et l'engagement à maintenir la crédibilité et l'intégrité du Comité.

48. Le représentant de l'Union européenne, en sa qualité d'observateur, s'exprimant également au nom de l'Albanie, de la Géorgie, du Liechtenstein, de Monaco, du Monténégro, de la Macédoine du Nord, de la République de Moldova et de l'Ukraine, a émis l'espoir que les nouveaux membres du Comité contribueront à la mise en œuvre du mandat du Comité pour que celui-ci surmonte ses problèmes et ses lacunes, notamment en rejetant la pratique du report injustifié de l'examen des demandes de certaines organisations, parfois pendant de nombreuses années, sur la base d'arguments dilatoires et d'interrogations répétées de ces organisations, en contradiction avec l'esprit de la résolution 1996/31. Il a souligné que le Comité avait une grande responsabilité de maintenir la crédibilité de l'ONU. Il a déclaré que la réforme du Comité était nécessaire pour permettre un fonctionnement plus inclusif, efficace, équitable et transparent, notamment en limitant les reports d'examen des demandes et en mettant en place un processus permettant de réexaminer les décisions arbitraires ou erronées en matière de report ou de rejet. Il a fait remarquer que l'examen des demandes de nombreuses organisations non gouvernementales avait été reporté pendant de nombreuses années, bien qu'elles aient fourni de bonne foi des réponses détaillées aux questions du Comité, et a exhorté le Comité à cesser la pratique consistant à poser des questions non pertinentes ou répétitives.

49. Le représentant a rappelé que le Conseil avait voté pour l'octroi du statut consultatif spécial à un certain nombre d'organisations non gouvernementales en 2022 et, ce faisant, avait inversé les recommandations du Comité. Il a déclaré que le Conseil avait le pouvoir de décision final sur l'octroi du statut consultatif et qu'il avait exercé son autorité de manière appropriée lorsque le Comité n'avait pas rempli son mandat. Il a en outre déclaré que rien ne justifiait de remettre encore à plus tard l'examen de demandes qui étaient en attente depuis très longtemps. À cet égard, il a cité en exemple les demandes des organisations Secours Islamique France (examen reporté depuis 2018), Institut hellénique de diplomatie culturelle, Union panhellénique des associations cappadociennes, Associazione Luca Coscioni, Robert

Bosch Stiftung Gesellschaft mit beschränkter Haftung et Terre Des Femmes – Menschenrechte fuer die Frau, eV, et a exhorté le Comité à recommander que le statut consultatif leur soit octroyé. Il a de nouveau demandé au Comité de permettre aux organisations non gouvernementales d'intervenir virtuellement pendant les épisodes quotidiens de questions-réponses lors des sessions du Comité.

50. Dans son allocution de clôture, à la 15^e séance, le 1^{er} février, la Vice-Présidente a félicité le Comité pour son travail et a indiqué qu'à la session ordinaire de 2023, le Comité avait introduit des améliorations dans ses méthodes de travail. À cet égard, elle a indiqué que le Comité avait appliqué la décision prise à la session ordinaire de 2022, à savoir que les réponses des organisations non gouvernementales à ses questions devraient lui être communiquées au moins deux jours ouvrables (48 heures) avant le début de chaque session afin de lui laisser le temps de les examiner et de les prendre en considération.

51. Le représentant de la Türkiye a félicité la Présidente de séance d'avoir mené à bien le programme de travail du Comité. Il a indiqué qu'il était nécessaire que le Comité revoie certaines de ses méthodes de travail, en particulier celles relatives à la conduite du deuxième cycle d'examen des demandes dans les cas où des réponses aux questions du Comité avaient été reçues d'organisations non gouvernementales pendant la session. Il a fait valoir que le Comité devrait établir des dates limites et des délais clairs dans lesquels les réponses reçues des organisations pendant la session du Comité seraient acceptées et examinées par le Comité. Il a ajouté que les délais devraient être établis de manière à garantir un examen équitable et transparent des demandes, sans surcharger le Secrétariat ni les membres du Comité qui avaient besoin de temps pour examiner chaque demande et les réponses reçues en temps utile. Il a également déclaré que sa délégation participerait activement aux délibérations en vue de parvenir à une solution constructive par consensus.

52. Le représentant de la Chine a félicité la Présidente d'avoir efficacement conduit les travaux de la session. Il a indiqué que le Comité s'était penché sur ses méthodes de travail au cours de la session et a exprimé la volonté de sa délégation de participer à des délibérations informelles dans le but d'améliorer les méthodes de travail du Comité, notamment en ce qui concerne le traitement, de manière prévisible et ordonnée, par le Comité des réponses reçues des organisations non gouvernementales.

53. Le représentant de Cuba a déclaré que le Comité devait utiliser son temps plus efficacement, étant donné les ressources limitées dont il dispose. Il s'est associé aux propositions faites par les représentants de la Türkiye et de la Chine selon lesquelles il fallait envisager des solutions réalisables dans un cadre informel, afin de laisser au Comité suffisamment de temps pour examiner les réponses détaillées reçues des organisations non gouvernementales au cours de la session. Il a rappelé que sa délégation avait précédemment demandé au Secrétariat de dispenser une formation aux membres du Comité afin de les familiariser à l'utilisation de la nouvelle plateforme avant son lancement officiel.

54. Le représentant de la Chine a également souscrit aux propositions faites par les représentants de la Türkiye et de Cuba concernant l'établissement d'un calendrier pour l'examen par le Comité des réponses reçues des organisations non gouvernementales au cours de la session. Il a jugé nécessaire que le Comité tienne des consultations informelles pour discuter de ses méthodes de travail, notamment des moyens de rationaliser la participation des organisations non gouvernementales lors des séances de questions-réponses et du temps à allouer pour le deuxième cycle d'examen des demandes, afin d'améliorer les méthodes de travail du Comité.

55. La Vice-Présidente du Comité a pris note des propositions faites par les différents représentants et a indiqué qu'elle organiserait des consultations informelles

pour traiter les questions soulevées par les membres du Comité pendant la période intersessions.

B. Participation

56. Dix-huit membres du Comité ont participé à la session. Les observateurs d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les observateurs d'États non membres, les représentants d'organismes des Nations Unies et les observateurs d'organisations non gouvernementales y ont également pris part. La liste des participants sera publiée sous la cote [E/C.2/2023/INF/1](#).

57. À sa session ordinaire de 2023, le Comité a entendu sept représentants d'organisations non gouvernementales, qui ont eu la possibilité de répondre à ses questions. Les renseignements supplémentaires fournis par les représentants ont facilité le débat et aidé le Comité à se prononcer.

58. À sa 8^e séance, le 26 janvier, le Comité a entendu l'observateur de l'Indonésie, qui a adressé une demande de son Gouvernement au Comité pour qu'il revoie ses décisions de recommander l'octroi du statut consultatif à Nationaal Papoea Vereniging '95/West Nieuw Guinea et West Papua Interest Association, en déclarant que les demandes de ces organisations ne répondaient pas aux exigences fondamentales de la participation des organisations non gouvernementales aux travaux du système des Nations Unies. À la même séance, le Comité a décidé de réexaminer les demandes des deux organisations. Le Comité a posé des questions aux deux organisations.

C. Élection du Bureau

59. À sa 1^{re} séance, le 23 janvier, le Comité a élu Petronellar Nyagura (Zimbabwe) Vice-Présidente.

60. À sa 15^e séance, le 13 février, le Comité a élu Daniel Zavala Porras (Costa Rica) deuxième Vice-Président.

D. Ordre du jour

61. À sa 1^{re} séance, le 23 janvier, le Comité a approuvé l'ordre du jour provisoire de sa session de 2023, publié sous la cote [E/C.2/2023/1](#). L'ordre du jour se lit comme suit :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil et demandes de reclassement émanant d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures ;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement ;

- c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut ;
4. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil :
 - a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et dont l'examen a été reporté ;
 - b) Nouveaux rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentantes et représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentantes et représentants des organisations non gouvernementales ;
 - b) Questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel ;
 - c) Questions connexes diverses.
7. Rapports spéciaux.
8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2024 du Comité.
10. Adoption du rapport du Comité.

VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2023

62. À sa 14^e séance, le 1^{er} février, le Comité a pris note du projet de rapport et autorisé la Rapporteuse à en établir la version définitive avec l'appui du Secrétariat et en consultation avec les membres, selon qu'il conviendrait, afin qu'il soit présenté au Conseil économique et social pour que celui-ci y donne la suite voulue.

63. À sa 15^e séance, le 13 février, le Comité a adopté le présent rapport.